



15 décembre 2011

La SNCF doit redevenir propriété de la nation

Un des évènements du week-end dernier, repris avec force publicité par les médias, était les changements d'horaires du transport ferroviaire. La rénovation de 6200 km du réseau ferré est la raison officiellement invoquée. L'explication pourrait paraître admissible au vu de l'état actuel du réseau, mais la manipulation de l'opinion publique cache mal la vérité : achever la privatisation de la SNCF.

Les voies SNCF sont déjà ouvertes à la concurrence internationale. Depuis le 11 décembre, un train privé Venise – Paris circule sur le réseau SNCF.

Souvenons-nous que l'entreprise a été nationalisée en 1937, aux prix des luttes qui ont amené le Front populaire. Le capital ne l'a jamais accepté.

Souvenons-nous également que c'est sous le gouvernement Jospin que le processus de privatisation a réellement été entamé et que le ministre des transports de l'époque était J.C. Gayssot, membre du Parti Communiste Français.

Le 28 Octobre 2004, un accord sur « l'amélioration du dialogue social » est signé par tous les syndicats de l'entreprise. Il amène la loi sur le « service minimum » trois ans après (28 Aout 2007).

La même année (Novembre 2007), le gouvernement et l'entreprise attaquent le régime de retraite des cheminots. Depuis, la « réforme » est acquise. Le « dialogue social » a fonctionné !!! La privatisation de l'entreprise publique est sur de bons rails ! Le statut du cheminot est comparable aujourd'hui à un statut d'ordre privé.

Début 1997, sous prétexte de directives européennes, la SNCF est divisée en deux. Réseau Ferré de France devient propriétaire de l'infrastructure et la SNCF est chargée du transport avec pour but, au nom de la concurrence, de permettre l'arrivée d'exploitants privés.

Conséquences immédiates : les voies ne sont plus entretenues ou très peu, le transport marchandises (fret) est quasiment à l'abandon (-50% du tonnage transporté), vente de la SERNAM, filiale de la SNCF qui assurait le transport des colis postaux.

Le transport voyageur est concentré sur les grandes lignes (T.G.V-L.G.V), les lignes jugées « non rentables » sont arrêtées, des centaines de gares sont fermées, et ce sont les régions qui prennent la responsabilité « de définir la

notion de service public régional ». Mais les moyens que doit reverser l'état ne suivent pas. La marche vers la privatisation, soutenue par tous les gouvernements est donc bien avancée, et pour cause : le chiffre d'affaires de l'entreprise réalisé en 2010 s'élève à 30,5 Milliards d'euros contre 24,9 Milliards en 2009 soit 22% de progression, il y a donc beaucoup de profits à engranger.

Et pour mieux vendre l'entreprise, il faut la rendre présentable. C'est la raison pour laquelle 13 Milliards d'euros sont consacrés à la rénovation du réseau et 11 Millions ont été dépensés à l'opération « communication » sur les raisons des changements d'horaires, vraie galère pour les usagers.

Une fois de plus les partis politiques sont tous d'accord avec ce qui se prépare. Tous, chacun à sa façon, de l'UMP au PS en passant par le Front National, les Verts et compagnie...

www.sitecommunistes.org